

Non au couvre-feu sanitaire ! Pour lutter contre le Covid, il faut donner des moyens à l'hôpital public

La circulation du coronavirus a repris de plus belle et les modélisations du ministère par région annoncent un débordement du système de santé d'ici au mois de novembre, voire avant. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé la liste des zones d'alerte et des zones d'alerte renforcée qui, dès les prochains jours, feront l'objet de mesures restrictives : interdiction des rassemblements privés et familiaux au-delà de 30 personnes, des fêtes locales et étudiantes ; interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes sur la voie publique (plages et parcs) ; interdiction des rassemblement organisés (événement sportif ou concert) de plus 1000 personnes ; fermeture des bars à partir de 22 heures. En revanche, pas de problème pour aller au boulot, à l'école, à l'université, pour prendre les transports...

Le ministre l'a laissé entendre : tout un chacun est responsable et vigilant mais beaucoup moins dès lors qu'il s'agit des distractions. La parfaite illustration d'une politique de santé publique libérale où chacun est renvoyé à sa situation personnelle, culpabilisé et infantilisé... La parfaite illustration de l'absence d'une politique de santé publique cohérente ! Le gouvernement continue dans sa lancée du printemps : tout pour le travail et l'économie.

Business as usual... Olivier Véran n'a pas dit un mot sur la faillite totale du système de dépistage par manque de moyens humains pour tracer les cas-contacts. Un système de dépistage complètement saturé, qui laisse présager de ce que ce serait un système hospitalier débordé. Et pourtant, pas un mot sur le fait qu'aucun plan d'embauches massif de soignants dans les hôpitaux n'a été préparé et qu'aucune ouverture de lits n'a eu lieu. Et cette perspective n'est toujours à l'ordre du jour. À la place, la litanie habituelle consistant à réduire nos droits à se réunir librement, à se détendre et se divertir.

Notre seul droit : aller bosser et si possible continuer à consommer. Le couvre-feu sanitaire ne masquera pourtant pas longtemps la faillite d'un système de santé aux ordres des profits.

Pour faire face à l'épidémie et protéger vraiment la population, et pas seulement le système de santé ou le système économique, le NPA réclame l'embauche massive de personnel soignant, des augmentations de salaires dans les hôpitaux et la réduction du travail sans perte de salaire !

Le NPA65, Tarbes, le 25 septembre 2020